

Conférence du désarmement

19 juin 2012

Français

Compte rendu définitif de la mille deux cent soixante-troisième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 19 juin 2012, à 10 heures

Président: M. Kari Kahiluoto (Finlande)

GE.12-63636 (F) 150515 190515



* 1 2 6 3 6 3 6 *

Merci de recycler



Le Président (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1263^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à M. Erkki Tuomioja, Ministre finlandais des affaires étrangères. J'ai le plaisir et l'honneur de donner la parole à notre invité de marque.

M. Tuomioja (Finlande) (*parle en anglais*): C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui et d'exposer les réflexions finlandaises concernant le désarmement devant cette instance alors que la présidence finlandaise touche à sa fin. Il y a environ sept ans que je me suis exprimé pour la dernière fois devant la Conférence du désarmement. C'était en 2005, et il m'est agréable d'être ici aujourd'hui, dans ce qu'on appelle «les Nations Unies au cœur de l'Europe».

Dans l'allocution que j'ai prononcée il y a sept ans, j'ai noté que la Conférence du désarmement pouvait légitimement s'enorgueillir d'être parvenue à établir des normes internationales de désarmement. Il va sans dire que cette affirmation demeure valable aujourd'hui, car la Conférence du désarmement a accompli de grandes choses dans le passé. Pourtant, j'ai également noté, en 2005, qu'au cours des années qui venaient de s'écouler, la Conférence n'avait pas fait grand-chose d'autre que se reposer sur ses lauriers, et que cette immobilité nous préoccupait. Malheureusement, cette affirmation reste, elle aussi, d'actualité aujourd'hui. Les efforts entrepris pour revitaliser la Conférence du désarmement n'ont pas porté de fruits; le temps passe, mais le blocage persiste, de même que notre inquiétude.

Nous croyons que la Conférence doit sans plus tarder ouvrir des négociations sur les principales questions inscrites à son ordre du jour. Nous sommes prêts à aller de l'avant sur les quatre questions centrales, de façon équilibrée et équitable, avec, toutefois, une préférence pour l'ouverture de négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles. En effet, un tel traité nous permettrait de faire un pas de plus vers notre objectif d'un monde sans armes nucléaires, outre qu'il contribuerait d'importance à nos efforts de non-prolifération.

Mais comment sortir de l'impasse? Des idées et des propositions intéressantes ont été présentées, notamment par le Secrétaire général. Il est vrai que des mesures pratiques, telles que la simplification du fonctionnement de la Conférence, le renforcement de sa transparence ainsi qu'une plus grande ouverture aux organisations de la société civile nous permettraient peut-être d'avancer, mais cela ne suffirait pas. La paralysie de la Conférence du désarmement ne tient pas à son règlement intérieur. Pour que la Conférence puisse accomplir ce dont elle a été chargée, c'est-à-dire négocier, il faut qu'existe une volonté politique. Les débats thématiques, tel celui qui est prévu pour aujourd'hui, ne remplaceront jamais des négociations. Ils pourront, au mieux, préparer le terrain à de futures négociations.

En reprenant ses négociations, la Conférence du désarmement pourra retrouver son autorité d'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement, alors qu'aujourd'hui, c'est son existence même qui semble en péril. La Conférence doit se reprendre avant qu'il ne soit trop tard, car si nous perdons la Conférence du désarmement, nous risquons de perdre bien plus encore. La Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation qui prenne en compte les préoccupations des différents États dans le domaine de la sécurité, est une instance que la Finlande, qui est un petit pays, ne souhaite en aucun cas voir disparaître. C'est seulement dans le cadre de la Conférence du désarmement et en qualité de membre de cette instance qu'un pays comme la Finlande dispose du droit permanent de participer en toute égalité à la négociation de nouveaux traités de désarmement nucléaire.

Conformément au calendrier d'activités que la Conférence a adopté le mois dernier, la séance plénière d'aujourd'hui sera plus particulièrement consacrée au désarmement nucléaire. Qu'il me soit permis de souligner que la Finlande est un fervent partisan du désarmement et qu'elle ne cesse d'exhorter tous les États à œuvrer en faveur d'un désarmement nucléaire concret à travers des mesures concrètes. Je tiens en outre à faire observer que, de l'avis de la Finlande, les efforts multilatéraux de désarmement et de non-prolifération font toujours l'impasse sur les systèmes d'armements nucléaires tactiques à courte portée. Nous estimons que le temps est venu de mettre en place des mesures juridiques vérifiables concernant ces systèmes, afin de codifier et renforcer les mesures unilatérales annoncées en 1991, il y a déjà plus de vingt ans.

La Finlande, qui figure au nombre des premiers États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), a toujours attaché une importance primordiale à cet instrument. Aujourd'hui, alors que l'actuel cycle d'examen de cette pièce maîtresse de la sécurité et de la stabilité internationales est déjà bien amorcé, la Finlande est déterminée à poursuivre le renforcement du régime du TNP et de ses trois piliers. Nous sommes prêts à faire le maximum pour appuyer le désarmement et promouvoir activement et de toutes les manières possibles l'instauration d'un monde plus sûr.

Permettez-moi d'évoquer un exemple. En octobre dernier, la Finlande a été chargée d'accueillir, en 2012, une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Dans le même temps, M. Laajava, Sous-Secrétaire d'État au Ministère finlandais des affaires étrangères, a été chargé de coordonner les préparatifs de la conférence en qualité de facilitateur.

Le Coordonnateur a soumis à la première session du Comité préparatoire, à Vienne, en mai dernier, son premier rapport sur les consultations qu'il avait tenues. Il y indique que des progrès substantiels ont été accomplis, mais qu'il faudra encore redoubler d'efforts pour assurer le succès d'une telle conférence. L'objectif en tant que tel, c'est-à-dire la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, est partagé par chacun, mais il existe des divergences de vues quant à la façon d'atteindre cet objectif et quant au calendrier. Il reste encore beaucoup à accomplir pour répondre aux attentes de tous les États de la région et leur permettre de participer à la conférence.

Le caractère d'urgence de cette question a été souligné au cours des consultations à la lumière des récents événements survenus dans la région. Dans ce contexte, il est évident que la coopération entre le Coordonnateur, les organisateurs de la conférence et les États de la région doit être renforcée, même si, en dernier ressort, les États de la région seront les seuls responsables du succès de la conférence. Le Coordonnateur continuera à faire le maximum pour susciter un terrain d'entente.

En sa qualité de pays hôte, la Finlande est prête à accueillir la conférence à n'importe quel moment en 2012. La possibilité de l'organiser en décembre a souvent été évoquée lors des consultations. Nous attendons désormais avec impatience les contributions concrètes des États de la région sur les aspects de fond et l'organisation pratique de la conférence.

Le Coordonnateur a pour objectif et pour tâche clairs de continuer à travailler à l'organisation de la conférence en 2012, conformément à la décision qui a été prise. Pour atteindre notre objectif commun consistant à établir cette zone, nous devons aujourd'hui tout faire pour que la conférence de 2012 soit un succès en même temps que le point de départ du processus devant nous conduire à cet objectif.

Permettez-moi également de saisir cette occasion d'évoquer l'évolution de la situation concernant les armes de destruction massive courantes, c'est-à-dire les armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre.

Les transferts irresponsables d'armes classiques peuvent aisément compromettre la stabilité et la sécurité de divers États et de diverses régions, contribuer à des violations des droits de l'homme, particulièrement ceux des femmes et des enfants, et alimenter les conflits internes. Il est regrettable que le commerce international des armes classiques, des plus perfectionnées sur le plan technologique aux plus banales, échappe encore à toute règle universelle juridiquement contraignante. Il n'existe aujourd'hui en effet aucun cadre normatif négocié.

Au cours de ces dernières années, nous avons travaillé avec acharnement pour combler cette lacune. L'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes a commencé dès 2006. La Finlande, qui figurait parmi les coauteurs du projet de traité, s'est employée activement à faciliter ce travail préparatoire, ainsi que la négociation d'un traité devant conduire à une réglementation universelle du commerce international des armes. Un traité sur le commerce des armes est aujourd'hui réellement à notre portée, et nous ne devons pas laisser cet élan se dissiper.

Un traité efficace devra comporter un objectif clair et des définitions larges des diverses formes de transfert d'armes, notamment le courtage, et couvrir autant que possible les catégories d'armes les plus diverses et les plus modernes. Outre les armes classiques les plus sophistiquées et les plus perfectionnées sur le plan technologique, le traité devra également couvrir les armes légères et de petit calibre, de même que les munitions, qui sont fréquemment détournées au profit d'autres acteurs que les utilisateurs finals désignés.

Le projet de traité sur le commerce des armes jouit de l'appui d'un grand nombre d'acteurs, mais des questions importantes demeurent en suspens. C'est pourquoi la conclusion du traité dans le cadre d'une conférence de l'ONU est loin d'être acquise. Toutefois, à titre personnel, j'ai bon espoir que les négociations y relatives aboutiront d'ici à la fin du mois de juillet. Un tel succès marquerait une avancée importante et offrirait à la communauté internationale un moyen de lutter contre les problèmes posés par le commerce des armes et de promouvoir le respect des droits de l'homme.

Il convient de souligner que la conclusion d'un traité sur le commerce des armes en juillet ne signifierait en aucun cas que notre travail serait terminé. Nous devons continuer de promouvoir activement un traité universellement efficace. L'universalité et l'efficacité du traité sur le commerce des armes requièrent une adhésion massive des États. C'est pourquoi l'instrument devrait comporter des dispositions relatives à l'assistance à apporter aux États qui en ont besoin. Les États, dont la Finlande, doivent prendre leurs responsabilités et tout faire pour faciliter l'adhésion au traité, le cas échéant.

Le traité sur le commerce des armes réglerait le commerce légal des armes classiques et, en outre, aborderait indirectement le problème du trafic clandestin de ces armes, qui fait un nombre préoccupant de victimes chaque année et qui a des effets néfastes et déstabilisateurs sur les sociétés. N'oublions pas que les armes vendues illégalement sont d'abord vendues légalement avant de finir entre les mains d'acteurs qui n'en sont pas les destinataires désignés.

Il existe un lien direct entre la sécurité et le développement, puisque les conflits armés empêchent le développement. Nous devons à tout prix appuyer sans réserve tous les efforts qui visent à prévenir les conflits. Un des principaux moyens pour y parvenir consiste à réglementer le commerce des armes et à empêcher leur circulation illicite.

J'ai le plaisir d'appeler l'attention de la Conférence du désarmement sur l'adhésion de la Finlande à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ou Convention d'Ottawa. La Finlande a déposé son instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'ONU le 9 janvier dernier, et le Gouvernement finlandais a parachevé l'ensemble des procédures constitutionnelles requises aux fins de l'entrée en vigueur de la Convention. La Convention

d'Ottawa entrera en vigueur à l'égard de la Finlande dans une semaine environ, le 1^{er} juillet prochain. Nous respecterons pleinement nos obligations au titre de la Convention. Pour nous, l'obligation principale consiste à détruire toutes nos mines antipersonnel d'ici à 2016. Il y a déjà fort longtemps que nous observons les règles humanitaires de la Convention.

Permettez-moi par conséquent de saisir cette occasion de revenir sur certains des aspects principaux de la politique finlandaise en matière de déminage humanitaire. La Finlande a toujours mené une politique responsable en ce qui concerne les mines, et nous avons toujours défendu les objectifs inscrits dans la Convention d'Ottawa. Le Gouvernement finlandais a commencé à financer les activités de lutte contre les effets des mines en 1991. À compter de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa, en 1999, la Finlande a consacré plus de 80 millions d'euros à de telles activités.

Pour nous, la détection et l'enlèvement des mines, l'aide aux soins à donner aux victimes des mines, à leur réadaptation et à leur réinsertion sociale et économique, et l'appui aux activités de sensibilisation aux risques liés aux mines, sont des activités complémentaires qui se renforcent les unes les autres. Le déminage est aussi un volet important des efforts de reconstruction postconflit. En tant qu'État partie à la Convention d'Ottawa, nous poursuivrons la même politique responsable. En dépit des contraintes budgétaires, la Finlande continuera à contribuer financièrement aux opérations de déminage et de lutte contre l'effet des mines, et nous espérons même porter à 6 millions d'euros notre contribution annuelle à ces opérations d'ici à 2014.

La présidence finlandaise de la Conférence du désarmement entre dans sa dernière semaine, et avant de conclure mon intervention, je voudrais saisir cette occasion de remercier nos prédécesseurs à la présidence pour la session de 2012, – l'Équateur, l'Égypte et l'Éthiopie – de leur travail acharné et de leur détermination à remettre la Conférence sur les rails. Permettez-moi également d'adresser mes souhaits les meilleurs aux deux derniers Présidents de la session de 2012 de la Conférence, la France et l'Allemagne, qui peuvent d'ores et déjà compter sur la coopération et l'appui de la Finlande.

Je conclurai mon intervention sur la remarque par laquelle je l'avais commencée. La Conférence du désarmement reste malheureusement plongée dans la stagnation, mais elle a beaucoup fait dans le passé, et il n'existe aucune raison sérieuse de penser qu'il ne pourrait plus en être ainsi à l'avenir. C'est pourquoi je m'associe aux autres délégations pour exhorter une nouvelle fois les membres de la Conférence à faire le nécessaire pour nous permettre d'avancer.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le Ministre finlandais des affaires étrangères de sa déclaration.

Je vais maintenant suspendre la séance pour quelques minutes, le temps de raccompagner le Ministre.

La séance est suspendue pour quelques minutes.

Le Président (*parle en anglais*): Nous reprenons la séance plénière. Avant de passer à nos travaux du jour, qu'il me soit permis, au nom de la Conférence et à titre personnel, de faire nos adieux à notre éminent collègue l'Ambassadeur de l'Indonésie, M. Dian Triansyah Djani. Pendant son tour de service, à Genève, l'Ambassadeur Djani a fait preuve d'un grand professionnalisme allié à d'impressionnants talents de diplomate. Au nom de la Conférence, je tiens à le remercier des contributions nombreuses et précieuses qu'il a apportées aux travaux de la Conférence et à lui adresser nos vœux les plus sincères de succès et de satisfaction dans sa nouvelle mission.

Je vais à présent donner la parole à l'Ambassadeur Djani, pour une dernière déclaration.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*): Je vous remercie, Monsieur le Président, des paroles aimables que vous m'avez adressées. Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Tuomioja, Ministre finlandais des affaires étrangères, de sa déclaration, qui a été pour nous source d'inspiration et de réflexion à un moment critique de l'histoire de la Conférence du désarmement.

Alors que je m'apprête à quitter Genève pour ma prochaine mission, je sollicite l'indulgence de mes collègues, car je voudrais leur faire part de quelques réflexions personnelles concernant la Conférence du désarmement. À mon arrivée à Genève, à la fin des années 1990, la Conférence venait juste, je m'en souviens encore, d'achever la difficile négociation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Or, depuis 1996, il n'y a pas eu le moindre progrès de ses activités.

J'ai eu quelque espoir de voir la Conférence du désarmement avancer à nouveau lorsque je suis revenu à Genève, en mars 2009. Au cours de la présidence algérienne, la Conférence a pu, en mai 2009, adopter le programme de travail contenu dans le document CD/1864. Aux dires de mon ministre, j'ai été l'ambassadeur qui a le mieux réussi de toute l'histoire de la Mission permanente de l'Indonésie à Genève, car j'ai pu relancer les négociations à la Conférence du désarmement en deux mois à peine – ou peut-être ai-je porté chance à la Conférence. Toutefois, ce «succès» a été de courte durée car, malheureusement, la Conférence n'est pas parvenue à mettre son programme de travail à exécution avant que ne se termine la session en question, et elle n'a pas pu commencer le moindre travail de fond.

Dans l'intervalle, un certain nombre de propositions constructives ont été soumises. Un projet de décision sur un programme de travail pour la session de 2012, contenu dans le document CD/1933/Rev.1, que l'Égypte avait proposé en mars dernier, n'a pas non plus recueilli le consensus nécessaire, ce qui a bloqué le commencement de discussions de fond.

Il y a seize ans que nous laissons la Conférence du désarmement stagner. Le sentiment de frustration qui a gagné la Conférence est inacceptable. Dans ces circonstances, nous devons réfléchir sérieusement à la question de savoir si la Conférence est toujours pertinente en tant qu'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement. Voulons-nous rester otages de notre propre incapacité à parvenir à un consensus sur un programme de travail équilibré et complet? Voulons-nous réellement que la Conférence du désarmement perde toute autorité et disparaisse? Je me suis demandé parfois si je devais continuer à assister aux séances de la Conférence du désarmement, et certains collègues se sont ouvertement posé cette question plusieurs fois. J'ai dit que je reviendrais à la Conférence du désarmement pour faire mon discours d'adieu, et c'est ce que je fais aujourd'hui.

Néanmoins, au cours de ces dernières années, nous avons été témoins de progrès substantiels sur les plans bilatéral, régional et multilatéral. La Fédération de Russie et les États-Unis ont négocié et conclu un nouveau traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs. La Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a abouti à un résultat consensuel, et le Sommet mondial sur la sécurité nucléaire a été un succès.

L'année dernière, au cours de la présidence indonésienne, les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont conclu avec les États dotés d'armes nucléaires les négociations relatives au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est. Ce succès est intervenu après plus de dix années de négociations. Il est à espérer que la signature du protocole à ce traité ne tardera pas et qu'elle aura lieu cette année encore.

L'Indonésie a ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le 6 décembre 2011, réaffirmant ainsi son indéfectible attachement au désarmement et à la non-prolifération nucléaire à l'échelle mondiale ainsi qu'à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous espérons que les autres États suivront notre exemple. En effet, nous avons aujourd'hui besoin d'initiatives unilatérales des pays, propres à stimuler la confiance lorsque les efforts multilatéraux sont insuffisants.

L'Indonésie juge ces mesures positives, et elle s'associe à l'appel lancé par la communauté internationale aux États dotés d'armes nucléaires pour qu'ils engagent un processus de désarmement nucléaire complet. Le désarmement nucléaire a toujours figuré en tête des priorités de l'Indonésie, et nous avons toujours pris part aux efforts visant à instaurer un monde sans armes nucléaires. L'Indonésie, qui ne possède pas d'armes nucléaires, n'en possédera jamais et n'utilise même pas l'énergie nucléaire à des fins civiles, peut agir en toute crédibilité pour promouvoir des négociations de fond en ce domaine. Ma délégation estime que la recherche d'un désarmement nucléaire constitue la raison d'être même de la Conférence du désarmement.

Dans un message adressé à la Conférence le 24 janvier 2012, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré ceci: «En 2012, l'avenir de la Conférence sera comme jamais auparavant au cœur de toutes les attentions. Déplorer les contraintes imposées par le règlement intérieur ou «l'absence de volonté politique» ne suffit plus à expliquer l'absence de progrès. L'Assemblée générale est saisie de la question et, si la Conférence reste dans l'impasse, sera prête à étudier de nouvelles solutions pour promouvoir le processus de désarmement.». Il s'agit là d'un message fort par lequel le Secrétaire général indique que la Conférence pourrait cesser de fonctionner à tout moment si la situation actuelle persistait.

Lors du débat de haut niveau de la Conférence du désarmement, le 28 février 2012, M. Marty M. Natalegawa, Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie, a indiqué que des progrès étaient possibles, mais uniquement à travers un engagement commun, un dialogue intense et des efforts constructifs.

Nous disposons d'une grande quantité de renseignements, d'études, de travaux, de séminaires, de symposiums et de tant d'autres éléments concernant les quatre questions prioritaires inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Il va sans dire que nous attachons une grande importance à chacune de ces questions, et que nous voulons avancer de façon équilibrée et équitable. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure de progresser sur les quatre questions à la fois, commençons par la plus délicate, celle des garanties de sécurité négatives, afin de développer la confiance entre nous. Cependant, la Conférence du désarmement peut-elle se passer d'un programme de travail, pour ce faire?

Il ne faut pas compter sur des miracles et attendre que la situation devienne favorable à l'adoption d'un programme de travail. Pourtant, les États membres de la Conférence du désarmement devraient faire preuve d'une certaine souplesse sur ce point. Nous avons également besoin d'initiatives courageuses et d'approches novatrices. Nous devons oser explorer de nouvelles voies et rechercher de nouveaux moyens, faute de quoi la Conférence du désarmement perdra toute pertinence. Nous devons élargir la composition de la Conférence et inviter d'autres acteurs à assister à nos séances. L'Indonésie étant un pays démocratique, je ne sais comment expliquer aux autorités nationales pourquoi la Conférence du désarmement est la seule institution des Nations Unies à laquelle les ONG ne sont pas autorisées à participer activement alors que d'autres institutions, notamment le Conseil des droits de l'homme, ont associé la société civile à leurs travaux. La question des armes et de la sécurité nucléaires intéresse les gens ordinaires et n'est pas la prérogative des seuls gouvernements.

La paralysie actuelle est impardonnable. Il est plus que temps de revoir le fonctionnement de la Conférence du désarmement. Je sors d'une réunion de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), dont les travaux sont actuellement à l'examen et dont les membres qui sont des pays développés récitent sans cesse le mantra d'une gestion axée sur les résultats et d'une organisation elle aussi basée sur les résultats. Nous devrions adopter la même approche en ce qui concerne la Conférence du désarmement et en faire une organisation axée sur les résultats. Faute de résultats dans un proche avenir à la Conférence du désarmement, nous devons reconnaître notre défaite et trouver d'autres lieux, d'autres cadres ou d'autres mécanismes pour réaliser notre rêve d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Monsieur le Président, chers collègues, j'aimerais conclure en vous remerciant de l'amitié et de la coopération que vous m'avez accordées et que je n'oublierai jamais. Je félicite les présidents de notre session annuelle d'avoir fait de leur mieux pour redynamiser la Conférence. Je tiens également à exprimer ma gratitude à M. Kassym-Jomart Tokayev, Secrétaire général de la Conférence, qui a orienté nos travaux, et, bien entendu, aux interprètes.

J'ai été très honoré de travailler ici avec des ambassadeurs et des diplomates doués d'un grand professionnalisme, et je vous souhaite le meilleur dans votre difficile tâche qui est de lutter contre les armes nucléaires. Pour citer un vieux proverbe indonésien: «Malheur à ceux qui gardent le silence lorsque le danger rôde.». Ne restons pas silencieux dans notre quête de l'intérêt commun de l'humanité.

Dans un tout autre registre, des dignitaires indonésiens m'ont demandé un jour pourquoi la salle de la Conférence du désarmement était si sombre et si lugubre. Cette question m'a souvent troublé, mais aujourd'hui, après trois ans et trois mois, j'ai la réponse. La salle de la Conférence du désarmement sera lumineuse et chaleureuse lorsque le vaste rideau situé au fond de la tribune sera ouvert, ce qui ne se produira que si nous parvenons à adopter un programme de travail et si la Conférence du désarmement reprend des négociations de fond. J'ai été surpris aujourd'hui, car c'était la première fois que je voyais le rideau ouvert. Je forme l'espoir que la scène est désormais prête pour nous permettre de progresser et de jouer enfin le premier acte du désarmement nucléaire. J'espère que nous verrons tous la lumière du jour lorsque le rideau restera ouvert en permanence et que la scène sera prête pour des progrès.

Je vous fais à tous mes adieux et vous souhaite bonne chance dans vos efforts solennels.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Djani de sa déclaration.

Conformément au calendrier d'activités révisé contenu dans le document CD/WP.571/Rev.1, la séance plénière d'aujourd'hui aura pour thème la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, ainsi que la prévention d'une guerre nucléaire, y compris les questions qui y sont liées, avec un accent plus général sur le désarmement nucléaire.

Avant de commencer notre débat thématique de fond qui, je l'espère, sera interactif, je demande aux délégations si elles souhaitent aborder une autre question auparavant. Cela ne semble pas être le cas. Comme pour les précédents débats organisés par la présidence finlandaise et consacrés aux questions de fond inscrites à l'ordre du jour, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) nous a communiqué un document de fond, dont je le remercie et dont je vais maintenant lire une version abrégée:

Le désarmement nucléaire a fait l'objet de la première résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1946. Lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale a clairement

affirmé, dans la résolution qu'elle a adoptée par consensus, que l'accumulation d'armes, en particulier d'armes nucléaires, constituait plus une menace qu'une protection pour l'avenir de l'humanité. Lors de sa première session, en 1979, le Comité du désarmement (précurseur de la Conférence du désarmement), créé par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, a établi liste de 10 questions, baptisée le «Décatalogue», dans laquelle le désarmement nucléaire sous tous ses aspects figurait en première place.

Sous l'influence des préparatifs de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP, puis de son résultat, et eu égard aux suites des négociations sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, diverses propositions ont été soumises, notamment par le Groupe des 21, réclamant la constitution d'un comité spécial chargé de négocier un programme échelonné devant conduire à l'élimination des armes nucléaires selon un calendrier précis, de même qu'une proposition de l'Afrique du Sud demandant la constitution d'un comité spécial chargé, en substance, d'examiner des mesures pratiques qui pourraient être prises pour aller systématiquement et progressivement de l'avant en vue d'éliminer les armes nucléaires et de déterminer si et quand une ou plusieurs de ces mesures devaient faire l'objet de négociations à la Conférence du désarmement.

Cette approche a été reprise par la suite dans de nombreux projets de programme de travail.

En 1998, la Conférence du désarmement a créé des organes subsidiaires chargés d'examiner les questions relatives aux matières fissiles et aux garanties de sécurité négatives, mais non pas la question du désarmement nucléaire à proprement parler.

Par la suite, les mandats de ses organes subsidiaires ont été réunis en un seul document, sans que des progrès n'aient été enregistrés concernant les questions centrales, y compris le désarmement nucléaire. Aucun des programmes de travail qui ont été proposés dans le contexte de la paralysie actuelle ne prévoyait un mandat de négociation sur le désarmement nucléaire.

Cette année, en 2012, la proposition de programme de travail présentée dans le document CD/1933/Rev.1 visait à renforcer le mandat en question à travers l'emploi de l'expression «traiter des questions de désarmement nucléaire», alors que le document CD/1864 se limitait à la notion d'un échange de vues sur ces questions.

Je passe maintenant à la liste des orateurs d'aujourd'hui, et je donne la parole à l'Ambassadeur de la Malaisie.

M. Muhammad (Malaisie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi, avant de commencer mon intervention, de m'associer à vous pour souhaiter à l'Ambassadeur Djani le plein succès dans ses nouvelles fonctions de Vice-Ministre indonésien des affaires étrangères. J'ai l'espoir qu'il continuera de faire honneur à son nom en se dépensant sans compter, pour que d'autres voient la lumière, puisque son prénom, Dian, signifie «chandelle» en français.

La Malaisie a toujours défendu par principe l'idée d'un désarmement général et complet s'agissant des armes de destruction massive, et elle a toujours affirmé que des mesures visant à atteindre cet objectif devaient être prises dans un contexte multilatéral. Elle est déjà partie à la Convention sur les armes biologiques et à la Convention sur les armes chimiques. Ces deux instruments ont été négociés en un temps record, et nous nous demandons pourquoi il ne serait pas possible même d'engager des négociations relatives à une convention sur les armes nucléaires. L'élimination totale et complète des armes

nucléaires offre la seule solution face à la possibilité de l'emploi ou de la menace de ces armes.

Dans ce contexte, nous tenons à mettre en lumière l'engagement de la Malaisie en faveur du processus de désarmement nucléaire. En 1996, la Malaisie a soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies un projet de résolution intitulée «Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires». Cette résolution est soumise chaque année depuis lors. Dans la résolution, l'Assemblée générale, entre autres, souligne la conclusion unanime de la Cour, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. La résolution bénéficie chaque année d'un soutien plus large de la part des États Membres, dont quelques-uns possèdent des armes nucléaires.

En outre, la Malaisie s'est jointe aux principaux auteurs de la résolution intitulée «Réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires», adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-cinquième session. Elle est fermement convaincue que la levée de l'état de haute alerte des armes nucléaires offrirait un moyen immédiat et concret de réduire le risque de déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire et d'améliorer la sécurité de tous les États. Nous croyons que cela constituerait un progrès qualitatif à l'appui de réductions quantitatives des armes nucléaires. Dans ce contexte, la Malaisie exhorte chacun à reconnaître que la réduction des niveaux d'alerte favoriserait le désarmement nucléaire en renforçant la confiance et la transparence et en réduisant la place des armes nucléaires.

En tant qu'État partie au TNP, la Malaisie attache une grande importance à cet instrument, et elle appelle les États dotés d'armes nucléaires à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, en application de la mesure n° 5 du Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010. Les États parties sont tenus de s'acquitter de leurs obligations respectives au titre du TNP d'une manière transparente, irréversible et vérifiable.

S'il est important de mobiliser l'attention de la communauté internationale sur les mesures concrètes devant conduire à un désarmement nucléaire qui pourraient être prises à brève échéance, nous estimons qu'il est également important de prendre en considération, en parallèle, les impératifs d'un traité global sur le désarmement nucléaire qui doit être l'aboutissement du processus. Nous estimons qu'une approche globale et échelonnée, puis élaborée, nous aiderait à mettre en œuvre le plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010 et qu'elle accélérerait le processus devant conduire à l'élimination complète des armes nucléaires.

Nous saisissons également cette occasion d'exprimer notre vive préoccupation au sujet des programmes de modernisation des armes nucléaires actuellement menés par les États dotés de telles armes. Ces programmes fragilisent les régimes existants de non-prolifération et de désarmement nucléaires, et ils ne contribuent en rien à un renforcement de la confiance chez les États non dotés d'armes nucléaires. Cette situation finira par porter gravement atteinte à la viabilité de négociation sur un traité de désarmement.

Nous croyons que le seul moyen efficace et durable de prévenir la prolifération des armes nucléaires passe par l'élimination complète de ces armes. Le concept d'États dotés ou non dotés d'armes nucléaires n'est ni viable ni juste.

La Malaisie est fermement convaincue que l'examen de ces éléments fondamentaux d'une interdiction et d'une élimination complètes des armes nucléaires nous permettrait de déceler les lacunes, d'entreprendre des travaux préparatoires et de mettre en place de nouvelles mesures. Quoi qu'il en soit, nous espérons que la Conférence pourra, dans un

proche avenir, s'entendre sur l'ouverture de négociations multilatérales conduisant à la conclusion d'une convention sur les armes nucléaires ou d'un cadre d'instruments à l'effet d'abolir et d'éliminer complètement les armes nucléaires.

M. Getahun (Éthiopie) (*parle en anglais*): Permettez-moi d'adresser nos sincères remerciements au Ministre finlandais des affaires étrangères, M. Erkki Tuomioja, pour l'allocution qu'il a prononcée devant la Conférence du désarmement. Nous nous félicitons de la décision de la Finlande de servir à la fois de pays d'accueil et de coordonnateur de la conférence visant à établir une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, dans le contexte de la Conférence d'examen du TNP de 2010, dont les participants ont appelé de leurs vœux la tenue, sous l'égide de l'ONU, d'une telle conférence en 2012.

L'Éthiopie accueille favorablement tous les efforts entrepris dans le but d'appuyer et de faciliter l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires, dont la création doit être assortie de garanties de sécurité données par la voie de déclarations unilatérales des États dotés d'armes nucléaires. Il s'agit là de mécanismes importants pour promouvoir la sécurité à l'échelle régionale. Aujourd'hui, nous devons impérativement passer de déclarations unilatérales à un accord sur un instrument juridiquement contraignant propre à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. En dernière analyse, l'élimination complète des armes nucléaires offre la seule garantie durable contre la menace ou l'emploi de ces armes, mais cet objectif demeure aujourd'hui encore hors de notre portée.

La Conférence du désarmement est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement dont nous disposons. Nous devons par conséquent continuer à travailler pour parvenir à un consensus sur un programme de travail. L'Éthiopie réaffirme que, de son point de vue, le multilatéralisme reste, s'agissant des négociations sur le désarmement, le moyen le plus adapté et le plus inclusif de lutter de façon concertée contre la prolifération des armes de destruction massive et contre les dangers qu'elles font peser sur la paix et sur la sécurité internationales. J'ai bon espoir que les discussions de fond tenues à ce jour suivant le calendrier d'activités défini dans le document CD/WP.571/Rev.1 aideront la Conférence à mieux appréhender les divergences de vues et, peut-être, à entrevoir des solutions possibles concernant le programme de travail, comme l'a souligné ce matin le Ministre finlandais des affaires étrangères.

Enfin, Monsieur le Président, permettez-moi de vous exprimer notre gratitude pour la façon dont vous dirigez les séances de la Conférence depuis le début de votre présidence. Je tiens à souligner plus particulièrement les mesures novatrices que vous avez prises en présentant de brefs exposés factuels préparés par l'UNIDIR sur chacun des thèmes traités en séance. Ces récapitulatifs nous ont considérablement aidé à nous rappeler les principaux points des délibérations passées.

Nous adressons nos souhaits les meilleurs à l'Ambassadeur de l'Indonésie, M. Djani, qui s'apprête à exercer d'importantes responsabilités dans son pays, et nous le remercions des réflexions qu'il nous a livrées au sujet des travaux de la Conférence.

M. Combrink (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des sept membres de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, à savoir le Brésil, l'Égypte, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suède et mon propre pays, l'Afrique du Sud.

Monsieur le Président, la Coalition pour un nouvel ordre du jour vous félicite de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous exprime sa gratitude pour les efforts que vous menez dans le but de trouver une solution à l'impasse prolongée qui paralyse cette instance.

D'emblée, nous tenons également à remercier le Ministre finlandais des affaires étrangères, M. Erkki Tuomioja, d'avoir participé à notre séance plénière de ce matin, et à saluer le rôle important joué par la Finlande, qui a accepté d'accueillir la conférence de 2012 sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, à laquelle sont censés assister l'ensemble des États du Moyen-Orient, sous la coordination du Sous-Secrétaire d'État, Jaako Laajava. Nous espérons que cette conférence importante sera couronnée de succès.

En tant que membres de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, nous avons toujours appuyé le commencement, le plus tôt possible, d'un travail de fond sur le désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement, et nous regrettons que, en dépit des efforts que vous-même, Monsieur le Président, et les autres Présidents, avez faits, notamment la présidence égyptienne, avec le programme de travail qu'elle a soumis, la Conférence demeure incapable de sortir de l'impasse prolongée dans laquelle elle se trouve.

Il n'est pas d'armes nucléaires qui ne soient sûres, quels que soient leur type, le lieu où elles sont gardées ou les mains dans lesquelles elles se trouvent, que ces mains soient celles d'un État ou d'un acteur non étatique. Tant que ces armes existeront, la possibilité qu'elles soient utilisées, par accident ou de façon délibérée, perdurera. De même, tant que des États continueront à posséder des armes nucléaires en justifiant cela par des raisons de sécurité, d'autres États pourront être tentés de s'en procurer. La Coalition pour un nouvel ordre du jour rejette par conséquent toute justification invoquée pour conserver ou prétendre posséder indéfiniment ces armes. En effet, leur possession est incompatible avec l'intégrité et la viabilité du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires et avec l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

La seule garantie absolue contre l'emploi des armes nucléaires est leur élimination complète et l'assurance de l'arrêt définitif de leur production. La Coalition pour un nouvel ordre du jour a toujours affirmé que ce qui n'existe pas ne peut pas proliférer. Ainsi, en attendant l'élimination totale des armes nucléaires, il est primordial de s'attaquer de front à toutes les difficultés qui subsistent. Il faut, en particulier, engager un travail de fond sur le désarmement nucléaire, y compris par la négociation et la conclusion d'un traité non discriminatoire, multilatéral et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, qui répondrait aux objectifs tant de désarmement que de non-prolifération nucléaires. En outre, il convient de répondre à l'aspiration légitime des États non dotés d'armes nucléaires à recevoir de la part des États possesseurs de telles armes des garanties de sécurité sans équivoque et juridiquement contraignantes.

Tout en se félicitant des progrès accomplis à travers l'entrée en vigueur du nouveau Traité START conclu entre la Fédération de Russie et les États-Unis, lequel a permis une réduction du nombre global d'armes nucléaires stratégiques en déploiement opérationnel, la Coalition pour un nouvel ordre du jour reste préoccupée par le fait qu'il subsiste plusieurs milliers d'ogives nucléaires et qu'aucun progrès n'a été fait s'agissant de la réduction et de l'élimination des armes nucléaires déployées hors du territoire des États qui les possèdent.

De même, nous nous inquiétons de la poursuite de la modernisation des arsenaux nucléaires et des ressources colossales consacrées à cet effort. La Coalition pour un nouvel ordre du jour réaffirme que, comme c'est le cas de toute mesure de désarmement, les réductions doivent impérativement être irréversibles, transparentes et internationalement vérifiables. La situation est exacerbée par le rôle et l'importance qui continuent d'être accordés aux armes nucléaires dans toutes les conceptions, doctrines et politiques de défense et de sécurité. Malheureusement, les politiques de dissuasion nucléaire restent caractéristiques des doctrines de défense des États dotés d'armes nucléaires et des alliances de sécurité dont ils font partie. Dans ce contexte, la Coalition pour un nouvel ordre du jour rappelle les accords intervenus aux conférences d'examen du TNP de 2000 et 2010, selon

lesquels de nouvelles mesures concrètes, telles que la réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires, doivent être prises dans le but de faire en sorte que soit levé l'état de haute alerte de toutes les armes nucléaires.

L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est toujours en souffrance, alors qu'il s'agit là d'une question importante, puisque ce traité est un élément central du régime international de désarmement et de non-prolifération, car il relève le seuil pour l'acquisition d'armes nucléaires, met fin à la course à la qualité de ces armes et réduit leur place dans les stratégies de sécurité.

La Coalition pour un nouvel ordre du jour rappelle l'accord fondateur et le compromis majeur acceptés par tous les États parties au TNP, en vertu desquels les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à désarmer, en échange de quoi, les États non dotés d'armes nucléaires renoncent à acquérir leurs propres armes nucléaires. Nous rappelons également qu'en approuvant cet accord, tous les États parties au TNP ont affirmé le droit inaliénable de tout État de procéder à la recherche, à la production et à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

D'importants progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de non-prolifération du TNP en ce qui concerne la prolifération horizontale des armes nucléaires. Certes, des progrès modestes ont été accomplis en vue de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires, mais la menace de ces armes persiste et tout reste à faire pour assurer le désarmement nucléaire en contrepartie. En effet, la persistance des armes nucléaires et le risque de prolifération de ces armes contredisent les engagements pris par les États parties au titre du TNP, ainsi que les positions exprimées, notamment à la Conférence du désarmement, par les États non parties en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Pour réaliser notre vision d'un monde sans armes nucléaires, la Coalition pour un nouvel ordre du jour estime qu'il convient, de prendre les mesures concrètes suivantes, entre autres.

Premièrement, tous les États possesseurs d'armes nucléaires, qu'ils soient ou non parties au TNP, doivent aller concrètement, systématiquement et progressivement de l'avant en vue de parvenir au désarmement nucléaire. En outre, ils doivent impérativement renforcer les mesures de transparence et publier régulièrement des rapports, afin de promouvoir la confiance dans la réalisation effective de tels progrès.

Deuxièmement, il est primordial que les mesures qui seront prises suite au nouveau Traité START en vue d'opérer de nouvelles réductions des arsenaux nucléaires portent sur l'ensemble des armes nucléaires, qu'elles soient déployées ou non déployées, stratégiques ou non stratégiques.

Troisièmement, en matière de désarmement nucléaire, il est urgent de mettre en place des moyens de vérification suffisants et efficaces, ainsi que des mécanismes de vérification juridiquement contraignants. Il convient d'intensifier les efforts pour élaborer des arrangements multilatéraux destinés à placer les matières fissiles qui ne sont plus nécessaires à des fins militaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Quatrièmement, compte tenu du fait que les armes nucléaires frappent sans discrimination ni mesure, tous les États doivent réaffirmer que l'emploi de ces armes constituerait une violation du droit international humanitaire. En outre, il convient d'étudier de façon plus approfondie les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi de ces armes, notamment sous l'angle de leur admissibilité eu égard au droit international et plus particulièrement au droit international humanitaire.

Cinquièmement, les États qui font partie d'alliances militaires, dans lesquelles participent des États dotés d'armes nucléaires, doivent rendre compte de ce qui a été fait ou est envisagé de faire pour réduire et éliminer le poids de l'arme nucléaire dans leur doctrine de sécurité collective, ce qui représentera une importante mesure de transparence et de confiance.

Sixièmement, tous les États doivent appuyer la tenue effective, en 2012, de la conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Septièmement, tous les États doivent travailler à l'édification d'un cadre global constitué d'instruments complémentaires propres à instaurer et préserver un monde sans armes nucléaires. Ce cadre juridiquement contraignant destiné à éliminer totalement les armes nucléaires devra, pour être efficace et crédible, comporter des points de repère et des délais clairement définis, et reposer sur un solide système de vérification.

Huitièmement, si de réels progrès ont été accomplis en vue de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, négocié à la Conférence, ces progrès doivent se poursuivre de toute urgence.

Enfin, tout doit être fait pour parvenir à l'universalité du TNP et tous les États doivent s'abstenir d'actions susceptibles de compromettre les perspectives en la matière. L'Inde, Israël et le Pakistan devraient adhérer promptement et sans conditions au TNP. De plus, la République populaire démocratique de Corée doit revenir sur sa décision de dénoncer le TNP et mettre fin de façon vérifiable à son programme d'armement nucléaire.

Au début du mois, nous avons participé à la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2015. Nous tenons à rendre hommage à notre collègue l'Ambassadeur de l'Australie, M. Woolcott, dont l'action à la présidence du Comité préparatoire nous a permis d'engager sans difficulté ce nouveau cycle d'examen du TNP.

Dans le plan d'action qui a été adopté à l'issue de la Conférence d'examen du TNP de 2010, les États dotés d'armes nucléaires ont non seulement réaffirmé leur engagement pris sans équivoque de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires aux fins du désarmement nucléaire, en application de l'article VI du Traité, mais aussi réitéré leur engagement d'accélérer les progrès sur les mesures adoptées en 1995 et en 2000, dans le but de promouvoir l'exécution de ce même article. Il est important de souligner que la Conférence a une nouvelle fois insisté sur l'engagement d'appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence s'agissant des mesures de désarmement nucléaire.

La Coalition pour un nouvel ordre du jour prend acte des premières dispositions qui ont été prises pour donner effet aux mesures adoptées dans le cadre du plan d'action de 2010 en vue de parvenir par étape à la pleine mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, laquelle constitue un résultat fondamental de la Conférence de 1995, car c'est entre autres sur la base de cette résolution que la Conférence a décidé, sans un vote, de proroger le Traité pour une durée indéfinie. Nous réaffirmons la validité de la résolution de 1995, et appelons tous les États à faire le maximum pour que cette résolution soit pleinement appliquée.

À sa session de 2012, le Comité préparatoire a, une nouvelle fois, confirmé l'attachement des États parties au TNP en tant que fondement du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Cette réaffirmation, dont il convient de se féliciter, ainsi que l'importance accordée au plan d'action de 2010 en tant que document d'orientation à court terme, sont autant de résultats positifs obtenus par le Comité préparatoire. Dans les années qui viennent, ces résultats devront impérativement être exploités au mieux dans le

contexte du cycle d'examen, de sorte que des progrès véritables puissent être accomplis et enregistrés lors de la Conférence d'examen du TNP de 2015.

La Coalition pour un nouvel ordre du jour déplore qu'en dépit d'efforts intenses la Conférence du désarmement ne soit toujours pas à même de mettre en œuvre les trois recommandations spécifiques du plan d'action de 2010 en ce qui concerne le désarmement nucléaire, en raison de l'absence de consensus sur son programme de travail. Elle exhorte tous les États à travailler ensemble pour surmonter les obstacles qui paralysent le mécanisme international de désarmement, et plus particulièrement la Conférence du désarmement, et qui entravent les efforts destinés à promouvoir la cause du désarmement nucléaire dans un contexte multilatéral.

Nous sommes prêts à participer pleinement et de façon constructive à un effort collectif tendant à édifier un cadre global constitué d'instruments juridiquement contraignants et mutuellement complémentaires, en vue d'instaurer et de préserver un monde sans armes nucléaires. Face à la menace des catastrophes humanitaires qu'entraînerait l'emploi de ces instruments d'anéantissement de masse, cette tâche ne peut plus être différée.

Puisque j'ai la parole, je voudrais saisir cette occasion de faire à titre personnel mes adieux à l'Ambassadeur de l'Indonésie, M. Djani, et de le remercier de sa contribution à nos travaux et des liens d'amitié et d'étroite coopération qui unissent nos délégations. Je lui souhaite le plein succès dans sa future carrière.

M. Puentes (Cuba) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que nous prenons la parole, permettez-moi de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de saluer l'art avec lequel vous menez à bien votre mission.

Ma délégation s'associe aux autres délégations pour souhaiter à l'Ambassadeur Djani le plein succès dans ses nouvelles fonctions. Nous savons qu'il en sera ainsi, l'Ambassadeur Djani étant un diplomate chevronné.

Monsieur le Président, permettez-moi de commencer ma déclaration par la lecture de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'article dispose ce qui suit: «Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.».

Cette obligation juridique, à laquelle les Parties au Traité ont souscrit, n'a pas été respectée. Aujourd'hui, plus de quarante ans après l'adoption du Traité, il existe encore plus de 20 000 armes nucléaires. Sur ces 20 000 armes, environ 5 000 sont prêtes à être utilisées immédiatement. L'emploi ne serait-ce que d'une partie infime de l'arsenal nucléaire colossal du monde, disons l'explosion de 100 ogives, suffirait à provoquer un hiver nucléaire.

L'existence de doctrines de défense basées sur la prétendue dissuasion nucléaire est à la fois inquiétante et inacceptable. Sous ce prétexte, des milliards sont dépensés pour mettre au point de nouveaux types d'armes nucléaires, ce qui est pourtant contraire aux accords adoptés avec le Traité sur la non-prolifération.

Les Puissances nucléaires doivent exécuter les engagements pris au titre de l'article IV du Traité, de même que les accords adoptés lors des Conférences d'examen du TNP de 2000 et 2010.

Il est incontestable que la sécurité internationale est menacée par l'existence des armes nucléaires, et l'élimination totale de ces armes est une question de survie pour l'humanité. Pour cette raison, il faut prioritairement progresser vers l'élimination des arsenaux nucléaires et leur interdiction absolue.

La Conférence du désarmement est l'instance appropriée pour alimenter un effort d'une importance aussi transcendante par l'adoption immédiate d'une convention sur le désarmement nucléaire prévoyant l'élimination totale de ces armes suivant un calendrier précis. Nous savons tous que l'incapacité de la Conférence à adopter un programme de travail est la conséquence directe de l'absence de volonté politique de la part de certains, qui ne souhaitent pas véritablement progresser sur la voie d'un désarmement nucléaire. Le statu quo actuel convient parfaitement aux États qui fondent leur intérêt de domination sur des arsenaux nucléaires qui menacent la vie sur terre.

Nous réitérons l'appel que le Mouvement des pays non alignés a lancé pour que nous travaillions ensemble en vue d'organiser une conférence internationale qui servirait à définir les moyens d'éliminer les armes nucléaires. Cet engagement a été approuvé par les chefs d'État d'Amérique latine et des Caraïbes dans un communiqué spécial sur l'élimination totale des armes nucléaires, adopté à l'issue du Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est déroulé en décembre 2011.

Ceux d'entre nous qui ne possèdent pas d'armes nucléaires restent sous la menace du potentiel destructeur de ces armes et des effets qu'aurait un affrontement militaire dans lequel elles seraient utilisées, où que cela se produise.

En attendant l'élimination complète des armes nucléaires, nous devons prioritairement conclure un instrument international juridiquement contraignant par lequel les États dotés d'armes nucléaires s'engageraient à ne pas employer ce type d'armes ni menacer de le faire contre des États qui n'en sont pas dotés. Des déclarations unilatérales et les promesses volontaires ne sont pas suffisantes.

Le désarmement nucléaire ne peut être reporté indéfiniment. Au contraire, il n'existe pour la Conférence du désarmement aucune priorité plus importante que celle de parvenir à l'interdiction des armes nucléaires et à leur élimination totale de la surface de la terre. Cuba continuera à travailler sans relâche pour atteindre cet objectif.

M. Ri Jang Gon (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que la délégation de la République populaire démocratique de Corée prend la parole sous votre direction, permettez-nous de féliciter la présidence finlandaise et de la remercier de la façon harmonieuse dont elle conduit nos travaux.

La paix est nécessaire aux habitants qui peuplent la terre aujourd'hui et aux générations à venir. La paix voulue par la République populaire démocratique de Corée vise à garantir la souveraineté et la dignité de chaque nation et à permettre à chacun de promouvoir l'amitié et la coopération en toute égalité. Les pays qui devraient jouer un rôle responsable dans le maintien de la paix et de la stabilité mondiales rivalisent les uns avec les autres pour mettre au point de nouveaux types d'armes, ce à quoi ils consacrent le gros de leurs budgets. Ils parlent de paix tout en poursuivant des visées hégémoniques. Leurs discours sont un écran de fumée derrière lequel ils s'abritent pour se livrer à des actions autoritaires – à bon droit, estiment-ils. Il ne pourra y avoir de paix véritable tant que des pratiques autoritaires seront tolérées.

Le désarmement nucléaire occupe une place de premier rang dans l'édification d'un monde pacifique. Le désarmement nucléaire auquel la communauté internationale aspire consiste dans l'élimination totale et complète des armes nucléaires. L'attitude de certaines Puissances nucléaires, qui désapprouvent le désarmement nucléaire et le relèguent au

second plan, est à l'opposé des aspirations de la communauté internationale. La principale raison qui explique l'absence prolongée de progrès à la Conférence tient au fait que certains États refusent le désarmement nucléaire et privilégient la seule non-prolifération. L'attitude ambiguë de certaines puissances vis-à-vis de la question nucléaire montre clairement la nature du véritable objectif qui se cache derrière la prétendue non-prolifération dont ils parlent avec tant de véhémence. Cet objectif consiste précisément à abuser de la non-prolifération pour attaquer des États souverains. Ces puissances poursuivent des visées hostiles pour faire tomber un régime sous le prétexte de la non-prolifération tout en dissimulant ce qu'elles-mêmes ont fait pour contribuer à la prolifération.

Il est à noter, en particulier, que certaines Puissances, qui disposent des arsenaux nucléaires les plus importants et les plus perfectionnés au monde, cherchent à planifier des frappes nucléaires contre des pays précis en les inscrivant sur une liste de cibles en vue de frappes nucléaires préventives et accélèrent le perfectionnement qualitatif de leurs armes nucléaires. Pis encore, la modernisation des armes nucléaires a atteint un seuil de dangerosité qui rend possibles les frappes nucléaires préventives, car elle est associée à un système de défense antimissile. Des actes aussi irresponsables et arbitraires plongent la communauté internationale dans l'agitation et suscitent la méfiance et aussi des inégalités entre États.

La réalité montre que le désarmement nucléaire est une priorité absolue directement liée à la paix et à la sécurité dans le monde, ainsi qu'à la survie de l'humanité. Il est impossible d'œuvrer avec assurance à un désarmement nucléaire véritable en se fondant uniquement sur les dispositifs juridiques existants.

Ma délégation estime que la Conférence du désarmement doit, bien entendu, porter toute son attention sur l'ouverture de négociations relatives à un désarmement nucléaire en vue d'éliminer complètement les armes nucléaires. Dans ce contexte, nous estimons qu'il faut en priorité conclure, à une date rapprochée, une convention internationale imposant à tous les États l'obligation d'interdire l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires et de les éliminer complètement.

Les États dotés d'armes nucléaires devraient immédiatement mettre un terme au perfectionnement de leurs armes nucléaires et au développement de nouvelles armes, et adopter un programme complet assorti d'un calendrier concerté portant sur la réduction des armes nucléaires et de leurs vecteurs.

Pour l'heure, les États dotés d'armes nucléaires devraient prendre des mesures orientées vers l'action dans le but d'éliminer totalement les armes nucléaires; ces mesures peuvent notamment consister à éliminer les menaces nucléaires de toutes sortes, à mettre un terme au perfectionnement des armes nucléaires, à rapatrier les armes nucléaires déployées à l'étranger et à révoquer la protection nucléaire accordée à un certain nombre de pays.

Les États dotés d'armes nucléaires devraient également renoncer aux doctrines basées sur l'utilisation de ces armes en première frappe, prendre l'engagement de ne pas être les premiers à les utiliser et donner suite à l'appel en faveur de la négociation et de la conclusion d'une convention internationale pertinente.

C'est seulement lorsque des mesures pratiques auront été prises en vue de l'élimination totale des armes nucléaires dans le cadre d'un dispositif juridiquement contraignant que des effets positifs se feront sentir sur l'édification d'un monde plus sûr.

La République populaire démocratique de Corée, animée d'un grand sens des responsabilités, apportera sa contribution aux efforts entrepris à l'échelle mondiale dans le but de parvenir au désarmement nucléaire.

M. Daryaei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Permettez-moi tout d'abord de m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier le Ministre finlandais des affaires étrangères de sa déclaration, dans laquelle il a, entre autres, rendu compte des efforts diligents accomplis par la Finlande en sa capacité de coordonnateur de la conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, question à laquelle mon pays, initiateur régional de cette idée, attache une grande importance. Je tiens également à faire mes adieux à l'Ambassadeur de l'Indonésie, M. Djani, et à lui souhaiter le plein succès dans ses nouvelles fonctions.

L'existence continue de dizaines de milliers d'ogives nucléaires constitue une menace grave et préoccupante pour la stabilité, la sécurité et la sûreté internationales. Tant que ces armes existeront et continueront d'être modernisées, il y aura toujours un risque qu'elles soient employées et il y aura toujours un risque de prolifération verticale ou horizontale.

C'est pourquoi le désarmement nucléaire représente, pour nous comme pour la majorité des États membres de la Conférence du désarmement et des autres instances internationales, la priorité absolue. Les obligations juridiques actuelles, telles qu'elles sont définies par le TNP, les documents finals des conférences d'examen du TNP, adoptés d'un commun accord – en particulier les principes et objectifs de 1995, qui ont ouvert la voie à la prorogation du Traité pour une durée indéfinie –, le document final adopté à l'issue de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, constituent des obligations juridiques fermes et exemptes de toutes conditions qui permettraient aux États dotés d'armes nucléaires de se dérober à leurs responsabilités en matière de désarmement nucléaire. Il est en outre incontestable que la prorogation du TNP ne signifie en aucun cas que ces États-là pourront posséder éternellement des armes nucléaires. C'est pourquoi la réponse aux souhaits toujours plus insistants de la communauté internationale ne peut se limiter à un engagement parcellaire de la part des États dotés d'armes nucléaires.

Certains États qui sont de grandes puissances nucléaires continuent de mener des politiques fondées sur le concept de dissuasion nucléaire en dépit de la fin de la guerre froide et s'emploient avec avidité à moderniser les armes nucléaires qu'ils détiennent en toute légalité, cependant qu'ils refusent obstinément d'engager des négociations sur un désarmement nucléaire et ont officiellement menacé des États non dotés de telles armes de les employer contre eux. Comment peuvent-ils attendre de la communauté internationale qu'elle juge recevable l'argument selon lequel l'approche morcelée représenterait une solution propre à garantir le fameux «zéro nucléaire» et à faire qu'existe un monde exempt d'armes nucléaires?

Aux termes du paragraphe 38 du document final adopté par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, «des négociations sur des mesures partielles de désarmement devraient se dérouler parallèlement aux négociations sur des mesures plus générales et devraient être suivies par des négociations aboutissant à la conclusion d'un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace». De fait, après tant d'années, l'absence de progrès effectifs et systématiques dans la mise en œuvre des obligations de désarmement nucléaire découlant de l'article VI du TNP est à la fois troublante et déplorable.

Je sais que, en cinquante ans, des dizaines de milliers d'ogives nucléaires ont été démantelées, mais beaucoup ont été recyclées en ogives de types différents, voire reconstituées. Le cycle de vie des ogives nucléaires tient du cercle vicieux, car il comprend la production, le stockage, le déploiement, puis à nouveau le stockage, suivi du démantèlement et de la reconstitution ou de la transformation en stocks de matières fissiles de qualité militaire prêtes à l'emploi. En conséquence, la réduction du nombre d'ogives ne

peut pas, à elle seule, être considérée comme satisfaisant aux engagements de désarmement nucléaire.

Le désarmement nucléaire est une obligation, et pour respecter cette obligation, il convient d'adopter et de mettre en œuvre l'ensemble des huit mesures et principes ci-après. Aucune de ces mesures ne constitue en elle-même une solution universelle au problème posé par le désarmement nucléaire, mais, prises ensemble, ces mesures peuvent largement contribuer au désarmement nucléaire.

Premièrement, la transparence: la menace que représente un arsenal nucléaire pèse sur l'humanité tout entière. L'élimination de cette menace doit se faire en toute transparence. Pendant la guerre froide, le secret nucléaire était un moyen de tromperie destiné à préserver une suprématie dans les rivalités entre puissances nucléaires. Il y a fort longtemps que nous sommes sortis de cette ère et avons abandonné ses présomptions. Aujourd'hui, le temps est venu pour les États dotés d'armes nucléaires de convaincre leur complexe militaire, principal obstacle en la matière, que la transparence peut renforcer la sécurité nationale au lieu de l'affaiblir. Si les États dotés d'armes nucléaires remplissent de bonne foi leurs obligations et s'ils n'ont pas le projet de détourner à nouveau leurs ogives nucléaires, leurs intentions devraient se traduire par la mise en place d'un système international de protection, de contrôle et de comptabilisation des matières fissiles. La communauté internationale doit être informée de tous les stocks d'ogives nucléaires, du pointage des ogives, de l'inventaire complet et détaillé d'armes nucléaires, ainsi que de l'inventaire complet et détaillé des matières de qualité militaire, et elle doit avoir la possibilité d'en suivre la réduction et la destruction en toute transparence. Dans ce contexte, nous invitons tous les États dotés d'armes nucléaires à commencer à rendre des comptes en la matière, en utilisant un formulaire de rapport type tel que préconisé dans le plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010.

Deuxièmement, l'irréversibilité: la réduction des arsenaux nucléaires ne doit pas se limiter à une mise hors service des ogives nucléaires. Elle doit être réalisée de façon à rendre impossible tout rechargement de matière. Le principe d'irréversibilité revêt par conséquent une importance primordiale dans la réalisation du désarmement nucléaire.

Troisièmement, la vérifiabilité: le désarmement nucléaire devra être assorti de mesures de vérification suffisantes pour promouvoir la confiance nécessaire et faire en sorte que l'ensemble de la communauté internationale les appliquent. Le principe de vérifiabilité est donc essentiel à la réalisation du désarmement nucléaire. La forme et les modalités de la vérification doivent être déterminées par la communauté internationale, sur la base des objectifs, de la portée et de la nature des activités visées. Le système de vérification doit permettre l'application combinée de plusieurs méthodes de vérification et de plusieurs procédures de contrôle du respect des dispositions. Par exemple, une ogive ou une certaine quantité de matières fissiles de qualité militaire enfermées dans un conteneur pourront être enregistrées au régime de vérification par l'apposition d'une simple étiquette et le relevé du type et du sous-type de l'ogive, de même que d'autres détails. Il sera peut-être aussi nécessaire d'indiquer le type de conteneur et l'orientation de l'ogive qui s'y trouve. Les ogives déployées ou celles qui sont retirées des conteneurs et déployées pourraient être munies d'une étiquette apposée selon des modalités convenues et être scellées pour garantir que l'étiquette fait bien référence à la même ogive. Par la suite, le système pourra être complété par des renseignements détaillés pour valider l'identité de l'ogive, et la destruction des ogives devra être vérifiée dans le cadre d'un système international de vérification.

Quatrièmement, l'interdiction de l'utilisation: l'élimination de la menace ou de l'emploi, délibéré ou accidentel, des armes nucléaires, constitue la tâche la plus importante et la plus urgente aujourd'hui. L'humanité se trouve face à la menace la plus grave de tous les temps. Tous les États, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, doivent

examiner diverses propositions destinées à garantir le non-recours aux armes nucléaires et la prévention d'une guerre nucléaire. Dans ce contexte, il est indispensable d'inscrire les garanties nécessaires dans un instrument juridiquement contraignant interdisant le recours aux armes nucléaires et dans des arrangements effectifs visant à assurer les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes. Nous n'avons pas d'autre choix: c'est le désarmement ou l'anéantissement.

Cinquièmement, le calendrier: la communauté internationale ne peut attendre indéfiniment l'élimination totale des armes nucléaires. Il est urgent de définir un calendrier précis et une date limite pour la pleine mise en œuvre de l'article VI, qui pourrait être 2025, comme le propose le Mouvement des pays non alignés.

Sixièmement, la réduction des budgets: il est temps d'en arriver à l'objectif trop longtemps différé, fixé par l'Assemblée générale lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, consistant à renoncer à l'emploi de la force dans les relations internationales et à promouvoir la sécurité à travers le désarmement. Les conséquences économiques et sociales de la persistance et de la modernisation des armes nucléaires sont si préjudiciables que l'ordre économique international finira par s'effondrer. Dans un monde disposant de ressources limitées et frappé par la crise économique et les mesures d'austérité, il existe une relation étroite entre dépenses d'armement nucléaire et développement économique et social. Il est regrettable que les dépenses militaires demeurent colossales, contrastant en cela de façon dramatique avec la pauvreté dans laquelle vivent les deux tiers de la population mondiale. Chaque année, des centaines de milliards de dollars sont consacrés au perfectionnement des armes nucléaires.

Septièmement, les mesures qualitatives et quantitatives de désarmement: ces deux types de mesures sont les deux faces de la même médaille, et elles sont importantes pour mettre fin à la course aux armements et prévenir la guerre nucléaire. Alors que le monde reste très engagé dans les efforts visant à réduire le nombre d'armes nucléaires ou la prolifération horizontale, certains États dotés d'armes nucléaires ont toute latitude pour poursuivre comme dans le passé la prolifération verticale et l'amélioration qualitative de leurs arsenaux. Les efforts en ce domaine doivent porter sur la négociation de la limitation, puis de la cessation, du perfectionnement des armes nucléaires.

Huitièmement, les doctrines nucléaires: à cet égard, les États dotés d'armes nucléaires doivent prendre les mesures nécessaires pour réduire sans équivoque et de façon absolue le rôle et l'importance des armes nucléaires dans toutes les conceptions, doctrines et politiques militaires et de sécurité.

En conclusion, au vu des mesures et des principes susmentionnés, et compte tenu du fait que l'appui des gouvernements en faveur d'une convention visant à éliminer les armes nucléaires s'est largement renforcé au cours de ces dernières années, je crois qu'il est grand temps pour la Conférence du désarmement de constituer un comité spécial chargé d'engager des négociations sur une convention relative aux armes nucléaires, à titre de première priorité.

M^{me} Kennedy (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): J'ai trouvé très intéressant que notre collègue malaisien mentionne le fait que le prénom Dian signifie «chandelle» dans la langue bahasa, utilisée en Indonésie et en Malaisie. Selon un proverbe anglais, il vaut mieux allumer une seule chandelle que de maudire les ténèbres. Je confirme que l'Ambassadeur Djani a allumé de très nombreuses chandelles ici à Genève, même si, malheureusement, la Conférence du désarmement reste encore plongée dans d'épaisses ténèbres.

Nous avons récemment traité la question des garanties de sécurité négatives dans le cadre de notre débat thématique. Puisque l'Ambassadeur Djani est, entre autres, un homme modeste, je voudrais souligner le rôle qu'il a joué au nom de l'ASEAN, alors qu'il

présidait, ici à Genève, les négociations avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – qui sont aussi les cinq États dotés d’armes nucléaires parties au TNP – sur un protocole au Traité sur la zone exempte d’armes nucléaires de l’Asie du Sud-Est. Il a accompli un travail remarquable, et nous nous réjouissons à la perspective de signer ce protocole sur des garanties de sécurité négatives audit Traité. Il va sans dire que nous remercions tous nos partenaires de l’ASEAN, mais je tiens tout particulièrement à remercier l’Ambassadeur Djani pour le rôle qu’il a joué et, comme nombre de mes collègues, à lui souhaiter le plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je voudrais aussi remercier le Ministre finlandais des affaires étrangères d’être venu ici pour nous livrer une déclaration sur de multiples sujets, notamment les travaux entrepris par la Finlande et le coordonnateur, M. Laajava, aux fins de l’objectif très important consistant à organiser, en 2012, une conférence sur l’établissement d’une zone exempte d’armes nucléaires et d’autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Je représente un des États dépositaires et organisateurs de la conférence, et nous travaillons avec acharnement et en étroite coopération avec les autres organisateurs et toutes les autres parties afin d’avancer dans la réalisation de cet important objectif. J’ai bien entendu suivi attentivement sa déclaration, et il a dit, je le cite: «en dernier ressort, les États de la région seront les seuls responsables du succès de la conférence». Je voulais également citer un autre extrait de la déclaration du Ministre des affaires étrangères, concernant le traité sur l’arrêt de la production de matières fissiles: «un tel traité nous permettrait de faire un pas de plus vers notre objectif d’un monde sans armes nucléaires». Nous sommes d’accord avec cette affirmation et, je le répète, lorsque nous parlons de désarmement nucléaire, nous pensons réellement que, ici à la Conférence comme dans toutes les instances de désarmement, ce processus échelonné offre réellement le moyen de parvenir à un monde sans armes nucléaires.

Enfin, je signale que mon gouvernement se réjouit d’accueillir, à la fin du mois, une nouvelle conférence des cinq États dotés d’armes nucléaires, qui sont aussi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Nous avons le vif espoir que cette conférence, qui aura lieu à Washington, contribuera de façon substantielle à la réalisation de notre objectif collectif d’un désarmement nucléaire.

Je voudrais conclure en vous remerciant, Monsieur le Président, des efforts que vous faites en notre nom, et je remercie votre gouvernement de vous avoir envoyé ici pour jouer ce rôle.

M^{me} Adamson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais, comme les orateurs qui m’ont précédée, vous remercier de tout ce que vous faites depuis le début de votre présidence, que vous avez, je crois, conduite à la fois dans un souci de neutralité et avec le désir de nous permettre d’avancer.

Je voulais, pour stimuler nos échanges, revenir sur certaines des observations qui ont été faites aujourd’hui. Tout d’abord, je voudrais remercier le représentant de l’Afrique du Sud de son intervention au nom de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, que j’ai trouvée particulièrement fouillée et riche. Vous avez notamment évoqué une nouvelle fois, entre autres, la nécessité de travailler à l’élaboration d’un ensemble – ou d’un cadre – d’instruments complémentaires susceptibles de nous permettre de progresser dans nos discussions. Ma délégation partage pleinement votre point de vue. Nous pensons qu’il faut élaborer des instruments échelonnés et interdépendants susceptibles de nous rapprocher de notre objectif d’un monde sans armes nucléaires.

Je voulais également commenter la déclaration de notre collègue de la République islamique d’Iran, qui a indiqué que les États dotés d’armes nucléaires se refusaient à des négociations sur le désarmement. Je crois que cette affirmation est tout simplement

inexacte. Nous avons accepté le document CD/1864, nous avons approuvé le document CD/1933 et nous serions prêts à approuver de nouveau ce dernier si la Conférence devait en être saisie de nouveau, car il représente une approche globale.

En revanche, il est vrai que nous sommes bloqués au niveau multilatéral. Nous sommes englués dans une impasse qui empêche que ce soit d'entre nous d'obtenir quoi que ce soit: que l'on privilégie la prévention d'une course aux armements dans l'espace, des garanties de sécurité négatives, un traité sur les matières fissiles ou un désarmement nucléaire, nul d'entre nous ne progresse un tant soit peu vers son objectif, mais nous sommes prêts à exécuter un programme de travail portant sur toutes ces questions.

J'aimerais, en conclusion, rendre hommage à l'Ambassadeur Djani, notre collègue indonésien. Il a exprimé une idée qui m'a interpellée, à savoir que, même si la voie multilatérale est bloquée, il incombe aux États de réfléchir à des solutions unilatérales. J'irais même plus loin, et parlerais de solutions régionales. Je crois fermement dans le mot d'ordre «penser globalement, agir localement», et je crois que le travail que nous avons accompli ensemble en ce qui concerne la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est est une illustration de cette démarche. La façon dont l'Ambassadeur a présidé la réunion de l'été dernier ... en fait, les choses sont allées très vite, si l'on songe au temps qu'il nous faut d'habitude. Si nous signons un document l'été prochain, les choses seront allées très vite.

Une autre chose que l'Ambassadeur Djani aime faire lorsqu'il préside nos réunions, c'est de contraindre les uns et les autres à justifier les positions ridicules qu'ils sont parfois amenés à exprimer. Sa façon de faire est très subtile. L'été dernier, nous étions en période de ramadan, et il a dit en plusieurs occasions: «Je suis désolé, je dois être un peu fatigué, car je ne comprends vraiment pas ce que vous voulez dire», une façon très délicate de dire que la position en question était quelque peu étrange. Je crois que cette méthode qui consiste à éclaircir les choses et l'interactivité qu'il a su insuffler à nos négociations sont une leçon pour chacun d'entre nous ici, en ce qu'il encourageait délicatement les uns et les autres à faire état de leurs préoccupations et à dire ce qu'ils avaient à dire. Qu'il en soit donc remercié. Ses collègues de New York ont adopté la même approche, et ce fut aussi le cas lors de négociations à Bali. Je crois que cette façon de faire a du bon, car elle permet de faire en sorte que tout le monde avance au même rythme. Nous souhaitons à l'Ambassadeur Djani le plein succès dans ses nouvelles fonctions, et je suis convaincue que lorsque nous nous reverrons, si je l'entends dire: «Je ne sais pas, je ne suis que le Président», je comprendrai qu'il attend de nous que nous expliquions les choses plus clairement. Je le remercie de tout ce qu'il a fait. Espérons que la Conférence du désarmement adoptera ce style.

M. Khelif (Algérie) (*parle en arabe*): La délégation algérienne tient tout d'abord à se joindre aux orateurs précédents pour adresser ses vifs remerciements au Ministre finlandais des affaires étrangères d'être venu à la Conférence et de lui avoir livré une déclaration fort utile. Nous tenons en outre à féliciter chaleureusement l'Ambassadeur de l'Indonésie, auquel nous souhaitons le plein succès dans sa vie professionnelle et personnelle. Nous le remercions des efforts qu'il a faits à la Conférence en représentant son pays devant cette auguste instance.

(*L'orateur poursuit en français*)

Monsieur le Président, la délégation algérienne n'a pas de déclaration préétablie pour cette discussion sur le désarmement nucléaire, dans la mesure où elle a, par le passé, fait part de sa position concernant cette question de manière détaillée. Elle souhaitait toutefois souligner quelques éléments essentiels.

Tout d'abord, l'Algérie accorde une importance particulière au désarmement nucléaire, qui constitue la première priorité de la Conférence du désarmement. Certaines délégations ont indiqué lors de leur déclaration que certains pays, et même beaucoup de pays ici, accordent une importance particulière au désarmement nucléaire. Nous tenons à dire que le désarmement nucléaire est la priorité de la Conférence du désarmement. Il ne s'agit pas d'une priorité d'un certain nombre d'États mais de la priorité de la Conférence du désarmement, et de celle de la communauté internationale.

Ensuite, pour garantir le désarmement nucléaire, il nous semble qu'il y a deux conditions essentielles à remplir, sinon nous en resterons à des discussions et à de simples aspirations.

La première condition est qu'il faudrait d'abord délégitimer l'arme nucléaire. Tant que l'arme nucléaire bénéficie d'un statut particulier et d'une importance politique aux yeux de certains pays pour protéger leurs intérêts et assurer la sécurité, on ne saurait parler de désarmement nucléaire, du moins à court ou à moyen terme, dans la mesure où nous aurons toujours des intérêts à protéger et une sécurité à défendre.

Deuxièmement, pour assurer ce désarmement nucléaire, il faut que cette obligation, qui a été reconnue par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif de juillet 1996, soit assortie d'un délai bien déterminé. Maintenant que nous parlons de manière ouverte d'un désarmement nucléaire dès que les conditions seront réunies, si on ne fixe pas de date limite, il sera difficile de songer à ce désarmement nucléaire. Cette approche n'est pas nouvelle, car elle a été appliquée pour les armes biologiques et chimiques: en 1925, les États de la communauté internationale ont délégitimé l'emploi des agents biologiques et chimiques, dans le cadre du Protocole de 1925, puis est intervenue une interdiction des armes biologiques, en 1972, suivie d'une interdiction des armes chimiques, en 1995.

Il nous semble que cette démarche devrait être suivie également pour l'arme nucléaire si l'on veut réellement assurer un désarmement nucléaire, parce qu'il serait inacceptable que certains pays puissent s'arroger le pouvoir et le privilège d'assurer la sécurité en se basant sur le désarmement nucléaire et en faisant abstraction de la sécurité de tous les États de la communauté internationale. Certes, des progrès ont été réalisés. Nous avons noté avec grand intérêt la mention du Traité START et de certaines réalisations intervenues à l'échelon bilatéral mais, hélas, ces progrès ne sont pas à la mesure, ni à la hauteur du désarmement nucléaire, parce qu'ils n'annoncent pas la rupture nécessaire avec l'idéologie ou la doctrine de la guerre froide. Cette doctrine, qui justifie le recours à l'arme nucléaire, existe toujours et est encore bien présente. Par conséquent, si on ne rompt pas avec cette doctrine et la logique qui la sous-tend, on ne pourra pas avancer sur la voie du désarmement nucléaire.

Monsieur le Président, dans le souci de débattre de manière interactive, je voudrais aborder quelques éléments du résumé qui a été établi par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Nous aurions souhaité que ce résumé mentionne expressément l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice parce qu'il s'agit d'un document de référence pour le désarmement nucléaire; ce n'est pas un événement anodin ou quelque chose que l'on peut faire passer pour tel: dans son avis consultatif de 1996, la Cour internationale de Justice a déclaré qu'il existait une obligation de moyens et de résultat pour assurer le désarmement nucléaire, et la référence à cet avis dans un résumé qui vise à lancer les discussions aurait été très utile pour encadrer la discussion.

Deuxièmement, la mention de la décision CD/1864 à la fin du résumé risque d'amoindrir un tant soit peu l'importance de cette décision, qui a été adoptée en 2009 et qui a suscité beaucoup d'espoir pour la Conférence et la communauté internationale. Nous souhaitons dire que la décision figurant dans le document CD/1864 a constitué un pas en

avant par rapport à toutes les initiatives précédentes dans la mesure où – et je voudrais là m'aligner sur ce qui a été dit par l'Ambassadrice du Royaume-Uni – c'était la première fois de l'histoire de la Conférence du désarmement que tous les États membres, y compris les États dotés d'armes nucléaires, ont accepté la mise en place d'un organe subsidiaire qui se consacrerait à la discussion et à l'examen du désarmement nucléaire et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, venant s'ajouter aux organes subsidiaires mis en place en 1998 pour la question d'un traité sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et pour celle des garanties de sécurité négatives. Avant l'adoption de la décision CD/1864, jamais un organe subsidiaire n'avait été mis en place pour aborder la question du désarmement nucléaire ou celle de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous y étions, en 2009, c'était un pas en avant; malheureusement, ce pas en avant n'a pas été suivi d'effets. En outre, il faudrait tenir compte du libellé des mandats sur le désarmement nucléaire et sur les autres questions relatives à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et aux garanties de sécurité négatives, eu égard à l'équilibre général du texte de la décision CD/1864, notamment à son préambule qui restait ouvert et qui donnait toute latitude aux États parties de faire évoluer les mandats sur ces questions-là en cas d'accord.

C'étaient là quelques éléments que la délégation algérienne souhaitait souligner lors de la présente discussion sur le désarmement nucléaire.

M. Jon Yong Ryong (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): Ma délégation a demandé la parole pour commenter très brièvement les observations de la Coalition pour un nouvel ordre du jour concernant la dénonciation du TNP par mon pays. Notre but est de donner à la Coalition pour un nouvel ordre du jour une image juste de la situation. Honnêtement, les remarques de la Coalition sont le reflet d'une position partielle, et nous ne croyons pas qu'elles contribuent en quoi que ce soit à régler la question. Elles ne peuvent être interprétées autrement que comme une ignorance délibérée de l'essence même de la question, qui est directement liée à l'existence d'un pays, et elles sont donc injustifiées.

Ma délégation ne doute pas que la Coalition pour un nouvel ordre du jour connaît parfaitement la nature de la question et qu'elle sait aussi ce qu'il convient de faire pour la régler. Ma délégation a clarifié maintes fois sa position en indiquant que la dénonciation du TNP était une mesure de légitime défense prise pour protéger les intérêts supérieurs et la sécurité de mon pays face à l'intensification des menaces militaires extérieures. La Coalition pour un nouvel ordre du jour serait bien avisée de s'abstenir de proférer de telles remarques dans les jours qui viennent.

M. Daryaei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): J'ai apprécié les observations de l'Ambassadrice du Royaume-Uni concernant mon intervention. Si j'ai bien compris, elle ne voit aucune difficulté dans l'idée d'ouvrir des négociations sur un désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement, et elle estime que le mandat contenu dans les documents CD/1864 et CD/1933/Rev.1 offre les bases nécessaires pour l'ouverture officielle de ces négociations. Si tel est le cas, nous nous réjouissons de cette annonce du Royaume-Uni.

M. Kwon Haeryong (République de Corée) (*parle en anglais*): J'aimerais faire une brève observation concernant l'intervention du représentant de la République populaire démocratique de Corée. Le fait est que la République populaire démocratique de Corée a dénoncé le TNP et a mené de nouveaux programmes d'armement nucléaire qui constituent une menace sérieuse pour la péninsule coréenne, l'Asie orientale et le monde entier. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté de nombreuses résolutions dans lesquelles il a enjoint la République populaire démocratique de Corée de renoncer à ses programmes d'armement nucléaire et de réintégrer sans tarder le TNP. À la dernière session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2015, qui s'est déroulée en mai dernier,

de nombreuses délégations ont exhorté la République populaire démocratique de Corée à réintégrer sans tarder le TNP.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la République de Corée de son intervention, et je donne la parole une fois de plus au représentant de la République populaire démocratique de Corée. En tant que Président, je l'invite à commenter cette discussion en une déclaration, puis à prendre en compte le fait que cette question relève spécifiquement du TNP, non de la Conférence du désarmement, et qu'elle peut faire l'objet de discussions bilatérales sans être traitée dans le cadre des séances plénières de la Conférence du désarmement.

M. Jon Yong Ryong (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): Ma délégation a demandé une nouvelle fois la parole pour réagir aux paroles de la délégation sud-coréenne. Tout d'abord, ma délégation rejette catégoriquement ces paroles, qu'elle considère comme une provocation grave à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée. Il est avéré que la République populaire démocratique de Corée a acquis des armes nucléaires. La réalité est que la politique d'hostilité persistante menée par les États-Unis d'Amérique a contraint la République populaire démocratique de Corée à se doter d'une force de dissuasion nucléaire pour faire face à cette politique. C'est à une décision historique des plus mémorables de notre dirigeant Kim Jong-il que nous devons la sage décision de mettre en place ce programme de dissuasion nucléaire. Si la Corée du Sud s'inquiète de ces réalités, elle doit demander aux États-Unis d'Amérique de renoncer à sa politique d'hostilité envers la République populaire démocratique de Corée, et non pas en rejeter la faute sur des compatriotes.

Nous ne renoncerons jamais à ce qui a déjà été déclaré, mais nous réagissons avec la plus grande fermeté à toute provocation. Nous saisissons cette occasion de rappeler à la délégation sud-coréenne que cette auguste instance n'est pas un lieu où devraient s'affronter le Nord et le Sud.

Le Président (*parle en anglais*): Encore une fois, je souhaite clore ce débat, mais je donne auparavant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Kwon Haeryong (République de Corée) (*parle en anglais*): Je vous prie de m'excuser de demander une nouvelle fois la parole. Tout d'abord, la délégation de la République populaire démocratique de Corée ne s'est pas adressée à mon pays en utilisant son appellation officielle, qui est la «République de Corée»; ma délégation souhaite, par l'entremise du Président, demander à la délégation de la République populaire démocratique de Corée de désigner mon pays par l'appellation «République de Corée». Deuxièmement, la délégation nord-coréenne, c'est-à-dire la délégation de la République populaire démocratique de Corée, a indiqué que son pays possédait des armes nucléaires. J'aimerais faire une brève observation concernant le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord.

Il y a quelques semaines, la Corée du Nord – la République populaire démocratique de Corée – a annoncé qu'elle avait révisé sa Constitution et qu'elle s'était proclamée État doté d'armes nucléaires. Je voudrais commenter brièvement cette modification de la Constitution. Ma délégation appelle votre attention sur les résolutions 1718 et 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU. Je rappellerai simplement que la République populaire démocratique de Corée ne saurait prétendre au statut d'État doté d'armes nucléaires au titre du TNP et que, dans son document final, la Conférence d'examen du TNP de 2010 a déclaré sans ambiguïté que la République populaire démocratique de Corée ne pouvait, quoiqu'il en soit, avoir le statut d'État doté d'armes nucléaires conformément au TNP. Je demande instamment à la République populaire démocratique de Corée de se conformer aux engagements pris dans le cadre des pourparlers à six, notamment en renonçant

complètement et de façon vérifiable à l'ensemble de ses armes nucléaires et à tous ses programmes d'armement nucléaire.

Enfin, un dernier point. La République populaire démocratique de Corée a lancé son programme d'armement et de missiles nucléaires alors qu'elle était confrontée à une pénurie alimentaire terrible et chronique. Le Conseil des droits de l'homme, réuni ici à Genève, ainsi que le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont indiqué que la pénurie alimentaire chronique sévère que connaissait la République populaire démocratique de Corée constituait un problème des plus urgents dans le domaine des droits de l'homme. La République populaire démocratique de Corée a consacré des sommes colossales à son programme d'armement et de missiles nucléaires, une politique qui constitue une des principales causes de la pénurie alimentaire que traverse ce pays. Par exemple, le coût d'un tir de missile en République populaire démocratique de Corée est estimé aux environs de 850 millions de dollars, une somme qui serait suffisante pour acheter 1,4 million de tonnes de riz et combler partiellement la pénurie alimentaire. Il serait préférable que la République populaire démocratique de Corée se concentre sur l'amélioration des conditions de vie de sa population, au lieu de dépenser autant pour mettre au point un programme d'armement nucléaire qui viole de façon flagrante le TNP et plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*): Je crois que la présidence appliquera *mutatis mutandis* le règlement intérieur de l'Assemblée générale et que, considérant que le représentant de la République populaire démocratique de Corée et celui de la République de Corée se sont exprimés deux fois chacun, je suis habilité à mettre fin à cette discussion. Une autre délégation souhaite-t-elle intervenir sur ce point? Je donne la parole à la représentante des États-Unis d'Amérique.

M^{me} Kennedy (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Je n'avais pas l'intention de prendre la parole une fois de plus, mais, puisque mon pays a été nommé, je voudrais inviter chacun à tout faire pour que nous puissions discuter sérieusement des questions à l'examen, au lieu de se livrer à de telles attaques. Je dois dire qu'il est assez extraordinaire d'entendre un pays nous sermonner au sujet du désarmement nucléaire, remontrances que j'ai écoutées avec la plus grande attention, puis se vanter d'avoir développé ses propres armes nucléaires. Comme je l'ai dit, je veux simplement inviter chacun à se concentrer sur l'ordre du jour et à laisser là les polémiques.

M. Elatawy (Égypte) (*parle en anglais*): Je vous remercie, Monsieur le Président. Nous tenons à vous remercier pour les efforts considérables que vous avez faits au cours de votre présidence.

J'ai demandé la parole car je souhaitais réagir aux propos de la délégation du Royaume-Uni. Je me félicite de ce qu'a déclaré l'Ambassadrice du Royaume-Uni concernant le programme de travail contenu dans le document CD/1933 et de son invitation à engager, sur la base de ce document, de nouvelles consultations et de chercher par ce biais à établir un programme de travail pour la Conférence du désarmement.

M. Ri Jang Gon (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): Je me laisserai guider par le règlement intérieur de cette instance, mais quoi qu'il en soit, ma délégation n'a réagi qu'une fois aux observations de la délégation de la Corée du Sud. Nous n'avons exercé notre droit de réponse qu'une seule fois, et c'est pourquoi je me dois de l'exercer une deuxième fois. En ce qui concerne les observations faites par la délégation sud-coréenne aujourd'hui, les diplomates et les délégations ici présents savent très bien que la délégation sud-coréenne nous a brusquement provoqués en pointant du doigt notre sécurité. Je me demande si la délégation sud-coréenne est consciente de la nature du problème de sécurité. La sécurité est une question vitale: c'est au nom de la sécurité que

nous abordons ici de nombreuses questions, y compris la question du désarmement nucléaire, mais la délégation sud-coréenne néglige cette question de sécurité.

Je comprends bien la position de la Corée du Sud: elle n'est pas une entité indépendante, puisqu'elle est placée sous la protection d'autres États, et c'est pourquoi elle néglige sa propre sécurité. Mon pays est, quant à lui, un État indépendant et souverain qui est encore très préoccupé par sa sécurité nationale. Nous ne pouvons pas mettre en péril notre sécurité nationale. Chacun comprendra que si un pays perd sa sécurité, il va devoir se défendre pour survivre. Ceci est compréhensible. Le représentant de la Corée du Sud nous parle de niveau de vie. Nous avons des difficultés, mais nous sommes en train de les surmonter et nous sommes convaincus que, dans un proche avenir, le monde verra la prospérité de notre pays. Nous luttons pour atteindre cet objectif, mais nous ne pouvons pas mettre en péril notre sécurité.

Enfin, je voudrais dire à la délégation sud-coréenne que la Corée du Sud ne devrait pas obéir à la politique d'autres États, mais qu'elle devrait s'attacher à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. Encore une fois, je lui suggère de ne pas provoquer de tels affrontements entre le Nord et le Sud sur la scène internationale. Il est regrettable de voir la péninsule coréenne se déchirer devant cette instance. Nous ne l'avions pas voulu, mais nous nous devons de répondre aux calomnies de la délégation sud-coréenne.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée et, maintenant, en tant que Président de la Conférence du désarmement, je considère que cette discussion est close. J'ai été corrigé sur la question du nombre de droits de réponse et, puisque nous sommes en séance plénière officielle, toutes les déclarations seront bien entendu reproduites dans le compte rendu officiel.

La liste des orateurs est à présent épuisée. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Le représentant de la République de Corée demande-t-il la parole sur une autre question ou souhaite-t-il poursuivre l'échange de droits de réponse avec la délégation de la République populaire démocratique de Corée? Je vous invite à ne pas poursuivre.

Il semble qu'aucune autre délégation ne demande la parole. Puisque la présente séance est aussi la dernière séance sous présidence finlandaise, je voudrais simplement dire quelques mots en guise de conclusion. Sur le fond, je m'en tiendrai à la déclaration faite par le Ministre finlandais des affaires étrangères, M. Tuomioja, au début de la présente séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais spécifiquement remercier mes collaborateurs, ainsi que le personnel du secrétariat. Je remercie le Secrétaire général et ses représentants, ainsi que le personnel du Département des affaires de désarmement. Je remercie également l'UNIDIR de m'avoir fourni la documentation de fond que j'ai eu le privilège de lire. Je remercie aussi tout particulièrement les interprètes de l'indulgence dont ils ont fait preuve à l'occasion de la séance qui a dépassé la limite horaire, et je remercie les techniciens et les agents de sécurité d'avoir contribué au bon déroulement de nos séances. Enfin, je tiens à remercier mes collègues de la plate-forme présidentielle, et tout particulièrement l'Ambassadeur de l'Éthiopie, d'avoir préparé le terrain à la présidence finlandaise de la Conférence du désarmement.

Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance de la Conférence aura lieu le mardi 26 juin, à 10 heures, sous la présidence de la France, à laquelle je souhaite bonne chance et bon voyage.

La séance est levée à 12 h 15.